

Lors de l'heure d'information syndicale du 5 septembre 2022 au lycée Picasso, les 50 personnels présents avec leurs organisations syndicales FO – CGT – FSU – UNSA ont listé leurs revendications en lien avec la situation de rentrée :

1- de toute urgence, ils revendiquent la nomination des 3 PLP de Lettre-Histoire qui font défaut, des 2 Professeurs d'EPS qui manquent, ainsi que la nomination d'un enseignant sur les 8 heures d'anglais nécessaires (6 heures non couvertes du BMP plus la création d'un troisième groupe d'AMC (Anglais Monde Contemporain) pour garantir des groupes de spécialité à 24 élèves maximum). Ils alertent sur le manque d'enseignants remplaçants, déjà criant l'an passé, qui risque de s'accroître dans les prochaines semaines en cas d'absences des enseignants en postes.

2- Ils revendiquent tout aussi urgemment l'affectation d'un AED d'internat supplémentaire pour assurer la mise en sécurité des 60 internes garçons de l'étage 2 de l'internat (aujourd'hui un seul AED maître d'internat pour l'ensemble de cet étage. Les 4 nuits de surveillance d'internat étage 2 doivent être immédiatement pourvues).

3- Ils demandent une clarification et une mise en cohérence des suivis des élèves en situation de handicap : non à la multiplication des intervenants auprès de chaque élève et à la multiplication des élèves suivis par chaque AESH. Cela ne permet en rien un suivi efficace, ni une mise en place progressive de l'autonomisation des élèves SH.

4- Ils exigent l'arrêt immédiat de l'expérimentation de la mixité formation initiale – formation en alternance mise en place en 1^{re} PMFER pour un élève au milieu des autres en formation initiale. Ils revendiquent la séparation des enseignements pour élèves en système scolaire par rapport aux élèves en alternance. Ils s'opposent à la poursuite annoncée de la transformation de la voie professionnelle sous statut scolaire qui a pour but de « fondre » la voie professionnelle sous statut scolaire avec l'apprentissage. Ils considèrent que l'apprentissage n'est pas la voie de la réussite et exigent une formation émancipatrice qualifiante pour toutes et tous les élèves de la voie professionnelle, ainsi que le maintien du statut de PLP pour les enseignants.

5- à l'interne au lycée, ils s'insurgent contre les affirmations de leur direction tendant à stigmatiser les enseignants PLP qui refusent d'assurer la mission de Professeur Principal dans les conditions actuelles et avec la charge de travail et les responsabilités actuelles. Ils réfutent les propos qui expliquent le déficit de professeurs principaux par le manque de volonté des enseignants, Ils n'accepteront pas que quelque pression que ce soit soit mise en œuvre pour pousser les collègues qui ne le souhaitent pas à assurer cette fonction qui n'entre pas dans leurs Obligations Réglementaires de Service, et veulent des garanties que leurs droits seront maintenus.

6- Ils constatent que le service de maintenance informatique du lycée est sous-doté et ne parvient pas à répondre aux besoins criants – en particulier en BTS (PC en panne, écrans HS, logiciel de modélisation 3D obsolète) et en STI où la suppression d'une demi-classe en AC a gonflé les effectifs dans les autres filières (28 élèves en ITEC sur 2 classes peinant à en accueillir 25!). Ils revendiquent le recrutement immédiat d'un informaticien supplémentaire à temps plein pour assurer que chaque élève dispose d'un PC, une organisation des espaces offrant des conditions d'enseignement et d'apprentissage correctes.

7- Ils revendiquent le retour à un fonctionnement concerté sur base pédagogique pour l'accueil des élèves en classe Européenne (60 demandes en seconde, 24 places choisies par la direction sans concertation avec les enseignants des disciplines concernées, et le refus d'intégration en première et Terminale malgré des défections par ailleurs).

Ils décident à l'unanimité moins 1 voix contre d'organiser un rassemblement à la DSDEN avec demande d'audience urgente au DASEN pour la satisfaction de ces revendications. Tous les élèves doivent pouvoir bénéficier de tous les cours auxquels ils ont droit dans leur filière scolaire durant toute l'année. Ils décident d'informer les parents d'élèves, la presse et les autres établissements qu'ils invitent à rejoindre le rassemblement sur leurs propres revendications.

Les personnels avec leurs organisations syndicales FO-CGT-FSU-UNSA

Pour FO :

Tanguy LORRE

Pour la CGT :

Christophe MOYA

Pour la FSU :

France LEBRUN

Pour le l'UNSA :

Frédéric LOSA